

Enjeux, défis et paradoxes de la mondialisation

Dr S. BOUMENDJEL

M.C, FSEG Sidi Achour, Annaba. Algérie

Résumé

L'accélération du phénomène d'internationalisation des économies occidentales, l'insertion de nombreux pays nouvellement industrialisés dans l'économie mondiale et la place de plus en plus prépondérante des firmes multinationales (FMN) et des grandes unités interterritoriales (GUI) dans les relations économiques internationales sont autant d'éléments qui ont marqué l'avènement de la mondialisation-globalisation.

Par ailleurs, du fait de la libéralisation des mouvements de marchandises et des capitaux, les ensembles économiques (états, régions, nations, multinationales, compagnies, etc.) deviennent paradoxalement de plus en plus interdépendants, renforçant ainsi le principe classique et néoclassique selon lequel ce qu'un agent exporte dépend non seulement de sa capacité de pénétration des marchés, mais aussi de l'intensité et de l'élasticité de la demande de ses marchandises par ses partenaires.

Du coup, les gouvernements respectifs à l'intérieur de ces zones se sont attelés à travailler dans le sens d'une convergence planétaire. C'est donc essentiellement au niveau de ces ensembles que se réalisent concrètement les débats de la finance internationale, par le biais évident de leurs entreprises qui occupent le hit-parade mondial de la haute performance.

Quant au reste du monde, il tente tant bien que mal de s'accrocher en se fiant aux mesures préconisées par les grands bailleurs de fonds internationaux et tout particulièrement le FMI et la Banque mondiale. Selon les résultats de leur conjoncture, ils seront taxés de bons ou de mauvais élèves ou, en d'autres mots, d'emprunteurs solvables ou d'insolvables, ce qui sous-entend l'expression de "risques-pays". Précisons aussi que, grâce à des parlementaires élus sur la base de cooptations et de financements dont pratiquement plus personne ne conteste qu'ils traduisent un état de corruption institutionnalisée, certains pays donnent quelquefois l'image de la réussite, une réussite qui soulève toujours la question de la moralité des financements sous la bannière « Profiteurs de tous pays, unissez-vous ! ».

Comment interpréter de tels déraillements et, surtout, pourrait-on expliquer certains paradoxes, à savoir que même des puissances économiques mondiales et des institutions financières internationales d'envergure se déclarent aujourd'hui incapables d'endiguer des phénomènes qu'elles ont contribué elles-mêmes à faire naître ? Comment accepter, en effet, l'idée qu'un Etat de droit, qui pourtant réussit à mettre fin à une série d'attentats terroristes, se dit incapable de lutter contre des fléaux sociaux tels que le marché informel mais toutefois plutôt prêt faire en sorte de les maîtriser, c'est-à-dire à faire avec... ? Il est indubitable que la mondialisation est mal vécue par tout le monde : elle marque une rupture majeure dans le comportement des entreprises et des gouvernements en porte-à-faux avec la théorie économique.

Serions-nous tout de même capables d'en comprendre la logique profonde si nous décidions d'engager notre raisonnement dans l'extra-économique ? Pourrions-nous ensuite suggérer un moyen qui nous permette de faire face aux défis et enjeux de la globalisation qui nous agresse tous ?

Abstract

The acceleration of the phenomenon of internationalization of the western economies, the insertion in the world economy by many countries which were newly industrialized and the more and more major place of the multinational businesses (FMN) and of the great inter-territorially units (GUI) in the international economic relations are as many elements that marked the advent of internationalization-globalization.

Otherwise, because of the liberalization of the movements of goods and funds, the economic wholes (states, regions, nations, multinationals, companies, etc.) become paradoxically more and more interdependent, reinforcing thus the classic and neoclassic principle according to which what an agent exports not only depends on his capacity of penetration of the markets, but also on the intensity and the springiness of the demand of his goods by his partners.

Finally, the respective governments inside these zones tackled to work in the sense of a global convergence. It is therefore essentially to the level of these wholes that the proceedings of the international finance achieve themselves, evidently by the slant of their enterprises which are taking up the world hit parade of the high performance.

As for the rest of the world, it tempts to cling somehow while trusting the measures recommended by the big international financial backers and especially the IMF and the World Bank. According to the results of their conjuncture, they will be taxed of good or of bad pupils or, in other words, of solvent borrowers or of insoluble, what implies the expression of "risks-country". And, thanks to parliamentarians elected on the basis of co-options and financings of which practically more no one contests that they translate a state of an institutionalized corruption, some countries give sometimes the picture of the success, but a success that always raises the question of the morality of financings under the banner "Profiteers of all countries, unite yourselves! ".

It is indubitable that internationalization marks a major rupture in the behaviour of the enterprises in unbalance with the theory.

How to interpret such paradoxes, that is to say that even the great economic powers and the biggest international financial institutions declare themselves today incapable to dam up the phenomena that they contributed themselves to make be born? How to accept, indeed, the idea that a State of law, who succeeds yet in putting an end to a set of terrorist attempts, does say itself incapable to fight against social curses as the casual market but however rather ready to make in sort to master them, that is to say to make with...? It is indubitable that internationalization is lived badly by the whole peoples: It marks a major rupture in the behaviour of the enterprises and governments in door-to-forgery with the economic theory.

Would we be now capable to understand the deep logic of it if we decided to hire our reasoning in the extra economic? Will we be able then to suggest a means that allows us to face the challenges and stakes of globalization that attack us all?

Mots-clés : Entreprise, Etat, Savoir, Travail, Innovation, Incertitude, Mondialisation, Energie, Egoïsme.

Introduction générale

L'accélération du phénomène d'internationalisation des économies occidentales, l'insertion de nombreux pays nouvellement industrialisés dans l'économie mondiale et la place de plus en plus prépondérante des firmes multinationales (FMN) et des grandes unités interterritoriales (GUI) dans les relations économiques internationales sont autant d'éléments qui ont marqué l'avènement de la mondialisation-globalisation.

Jusqu'à la fin de la décennie 70, l'on peut dire que l'économie "réelle" demeurait encore liée à la matière, c'est-à-dire aux choses palpables (le terme de "réel" provenant du latin "res" qui signifie "chose").

A partir des années 80-90, l'émergence et la conjugaison d'un certain nombre de faits et d'événements, dont la restructuration et le décloisonnement des marchés internationaux de capitaux, l'apparition de nouveaux produits financiers, le développement de "l'économie immatérielle" soutenu par les nouvelles technologies de l'information (NTIC) et par l'usage de la « fax money » (argent virtuel), la nouvelle reconfiguration des marchés et l'apparition de nouveaux secteurs vont faire en sorte que le monde bascule automatiquement et de facto vers une nouvelle logique des affaires et des échanges : celle d'une *globalisation* via une mondialisation économique qui repose, dans une première étape tout aussi bien sur la sphère réelle que sur la sphère financière, mais davantage liée à cette dernière au cours des phases suivantes.

Certes, les acteurs principaux de la dynamique de la globalisation sont toujours les grandes unités interterritoriales (G.U.I) industrielles et/ou financières. Mais, cette phase est, à nos yeux, si différente des périodes antérieures, notamment à cause des nouvelles logiques stratégiques adoptées par ces firmes dans toutes les sphères de leur activité de la production de la valeur à sa réalisation, en passant notamment par les marchés monétaire et financier.

A tel point que certains économistes ou sociologues/politologues ont tout de suite crû qu'avec la mondialisation, le concept de souveraineté de l'Etat se démodait. Est-ce parce qu'ils n'arrivent pas à percevoir le caractère « caméléon » du capitalisme ? Ou bien est-ce uniquement parce qu'ils désirent tout simplement alimenter les débats pour en apprendre un peu plus sur la (ou les) possibilité (s) de la parade nécessaire au moment opportun ? En tous cas, ils sont nombreux à défendre ce point de vue, avec lequel, personnellement, nous ne pouvons être d'accord car, malgré tout, nous devons admettre le fait que ces G.U.I sont restées et restent toujours liées à leurs maisons-mères qui se trouvent dans leurs Etats d'origine lesquels, par répercussion, n'ont vu leurs rôles que se modifier seulement, dans un sens comme dans l'autre, selon les pays et les situations. On note, par ailleurs, la même réaction à propos du concept d'"impérialisme" et, pourtant, les faits sont là pour attester de la pérennité de ce système : d'une part, les PDI du G8 semblent en avoir reconnu les effets et, de ce fait, ils ont admis leur responsabilité dans la précarité du tiers-monde puisqu'en juin 2005 ils viennent d'accepter l'annulation de la dette de 18 pays très pauvres pour un montant de 40 milliards de dollars US; d'autre part, à contrario, les Etats-Unis malheureusement paraissent en décider autrement par leurs comportements (interventions militaires en Afghanistan, en Irak, refus de ratifier la Convention de Kyoto sur l'environnement, etc.)

Comme l'écrivait, en 1997, le sous-commandant Marcos, de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN –Chiapas) du Mexique, « *le néolibéralisme, comme système mondial, est une nouvelle guerre de conquête de territoires. La fin de la troisième guerre mondiale, ou guerre froide, ne signifie nullement que le monde ait surmonté la bipolarité et retrouvé la stabilité sous l'hégémonie du vainqueur (...)* L'ordre mondial est revenu aux vieilles époques des conquêtes de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Océanie. Etrange modernité qui avance à reculons. Le crépuscule du XXe siècle ressemble davantage aux siècles barbares précédents qu'au futur rationnel décrit par tant de romans de science-fiction. » [Le monde diplomatique, 1997]

Par ailleurs, du fait de la libéralisation des mouvements de marchandises et des capitaux, les ensembles économiques (états, régions, nations, multinationales, compagnies, etc.) sont devenus paradoxalement de plus en plus interdépendants, ce qui donne l'impression de renforcer ainsi le principe classique et néoclassique selon lequel ce qu'un agent exporte dépend non seulement de sa capacité de pénétration des marchés, mais aussi de l'intensité et de l'élasticité de la demande de ses marchandises par ses partenaires. Nous n'en voulons pour preuve que l'exemple des textiles chinois qui ont envahi l'Europe, à un point tel que des grandes puissances industrialisées et libérales comme la France et l'Allemagne avaient réagi violemment en brandissant la menace du protectionnisme.

Du coup, pour éviter justement ce type de conflits, les gouvernements respectifs à l'intérieur de ces zones se sont attelés à travailler dans le sens d'une convergence planétaire. C'est donc essentiellement au niveau des grands ensembles que se réalisent concrètement les débats du commerce extérieur et ceux de la finance internationale, évidemment par le biais de leurs entreprises qui occupent le hit-parade mondial de la haute performance.

En marge de ces sommets mondiaux et des rencontres internationales des PDI, les autres pays du reste du monde tentent tant bien que mal de s'accrocher en se fiant aux mesures préconisées par les grands bailleurs de fonds internationaux et particulièrement le FMI et la Banque mondiale. Selon les résultats de leur conjoncture, ils seront taxés de bons ou de mauvais élèves ou, en d'autres mots, d'emprunteurs solvables ou d'insolvables, ce qui sous-entend l'expression de "risques-pays". Et, précisons-le tout de même, grâce à des parlementaires élus sur la base de cooptations et de financements dont pratiquement plus personne ne conteste qu'ils traduisent un état de corruption institutionnalisée, certains pays donnent quelquefois l'image de la réussite, une réussite qui soulève toujours la question de la moralité des financements sous la bannière « *Profitez de tous pays, unissez-vous !* ».

Comment interpréter, alors, de tels déraillements et, surtout, comment pourrait-on expliquer certains paradoxes, à savoir le fait que même des puissances économiques mondiales et

des institutions financières internationales d'envergure se déclarent aujourd'hui incapables d'endiguer des phénomènes qu'elles ont elles-mêmes contribué à faire naître ? Comment accepter, entre autres, l'idée qu'un Etat de droit, bien qu'il ait réussi à mettre fin à une série d'attentats terroristes, se dise ensuite finalement incapable de lutter contre des fléaux sociaux tels que le marché informel ou se déclare plutôt être prêt à faire en sorte de les maîtriser, c'est-à-dire à faire avec... ? Capitulation ou conciliation des Etats ? Il est indubitable que la mondialisation est aujourd'hui mal vécue par tout le monde : elle marque une rupture majeure dans le comportement des entreprises et des gouvernements en porte-à-faux avec la théorie économique.

Pour en comprendre la logique profonde, faudra-t-il engager notre raisonnement dans l'extra-économique ? Mais, pourrions-nous ensuite suggérer un moyen qui nous permette de faire face aux défis et enjeux de la globalisation qui nous agresse tous ?

En tous cas, la relecture des conditions de cette mondialisation devrait sans doute nous permettre d'avancer vers d'autres explications de certains déterminants extra-économiques.

Certes, nous n'avons nullement l'intention de nous placer en moraliste démiurge, détenteur de la science infuse. Mais, sans doute aussi, avec notre manière peu orthodoxe d'aborder les faits et les événements de l'actualité économique, pourrions-nous comprendre la logique profonde de cette mondialisation qui, paradoxalement, semble donner libre cours à des tendances contraires à ses fondements théoriques de départ.

1^{ère} partie – Conditions de la Mondialisation

Chacun de nous le constate : il y a accélération de l'internationalisation et l'essor des marchés financiers est également une réalité de tous les jours. Cet essor des marchés financiers est allé de pair avec leur globalisation et leur internationalisation favorisées notamment par les progrès scientifiques et technologiques et, particulièrement, par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (qu'on appelle couramment les NTIC).

Autre fait extraordinaire constaté : c'est qu'au moment même où tous les agents économiques aspirent à la liberté et à la démocratie, sous l'égide d'une économie de marché dénuée de tout esprit de monopole susceptible de donner lieu à des tendances de domination, voilà que nous assistons paradoxalement à deux faits importants :

1-D'après le chercheur coréen Ha Joon-chang [Le Monde diplomatique, 2003], la croissance de l'économie mondiale avait été moins élevée dans les décennies 1980-2000 – âge d'or du libre-échange et de la déréglementation – que dans les décennies 1960-1980, vilipendées pour leurs « archaïsmes » protectionnistes et interventionnistes.

2-De ce fait, le monde a tendance au regroupement économique à tous les niveaux (régions, nations, multinationales, compagnies, etc.).

11-L'interdépendance mondiale

Comment et pourquoi assistons-nous à une réelle interdépendance mondiale ?

Pour mieux saisir cette alchimie, nous pensons que c'est le phénomène de la mondialisation lui-même qui pourrait apporter des réponses.

111-La libéralisation des mouvements de marchandises et de capitaux.

Pour expliquer la mondialisation, tous les économistes avancent l'idée que les transactions commerciales se sont multipliées au cours des dernières décennies du siècle passé. Selon eux, ce sont les institutions du capital financier qui en ont été le moteur et qui sont aujourd'hui au cœur même de la mondialisation. Et là, il s'agit principalement des banques, et plus encore les fonds de placements collectifs (fonds de pension et fonds mutuels), qui gèrent des actifs financiers dotés d'une liquidité et d'une mobilité extrême. Désormais, toutefois, parmi ces institutions du capital financier, il va falloir également inclure les firmes multinationales engagées dans la production de biens et services et surtout dans la lutte acharnée pour conserver leurs parts de marché.

Sur le plan conceptuel, nombreux sont à penser que la notion de "*compétitivité*" a mis en veilleuse le terme d'"*avantage comparatif*". Les thèses ricardiennes sont donc battues en brèche et, si celles de Smith donnent l'impression de renaître quelque peu, elles doivent faire face aux à-coups du contexte actuel. Il est clair que « le montant de ce qu'un pays importe dépend largement de l'évolution de sa propre croissance économique : si celle-ci est médiocre, les

entreprises importeront moins d'ordinateurs ou de machines-outils, et les consommateurs achèteront moins de magnétoscopes » [Clerc, 1997].

Et pourtant, il est encore plus évident aujourd'hui qu'aucun pays n'a intérêt à se comporter comme les mercantilistes et qu'il doit tenir compte de ce qui se passe chez son partenaire ou, du moins, chez son voisin. L'exemple nous est récemment donné par les élections de la mi-septembre en Allemagne qui ont donné pratiquement le même score aux deux formations partisans les plus puissantes, la CDU de Mme Schmerkel Angel et le SPD de Gérard Schröder sans pour autant avoir de majorité indispensable pour pouvoir gouverner. Les pays membres de l'union européenne ont été frappés de plein fouet par l'inertie politique qui caractérisa leur voisin allemand. Comme dit le dicton populaire : si quelqu'un prend froid, c'est le voisin qui éternue !

A ce niveau, trancher la question en économie serait imprudent.

Cependant, ce qui est encore troublant c'est le fait que, par ailleurs, malgré des taux de croissance moins forts, les PVD les plus en retard en matière d'intégration se retrouvent eux aussi embarqués dans la tourmente de la mondialisation.

Drôle d'alchimie : le monde serait-il donc un immense laboratoire composé de vases communicants ?

112- La transmission des fluctuations d'activité économique

Effectivement, il apparaît nettement que la croissance économique n'est pas "la" condition de l'intégration au phénomène de la mondialisation, mais qu'inversement, en raison justement de la mondialisation, la contagion mondialiste se fait « par le biais du commerce extérieur, un peu à la façon des ronds dans l'eau... Certes, l'effet direct est faible : la progression des exportations ne suffit généralement pas à "tirer" la croissance économique. Mais l'effet indirect est considérable: le supplément de devises gagnées à l'exportation permet de financer davantage d'importations, donc de rendre viable une plus forte croissance économique intérieure. Sans cette "manne" extérieure, jamais la RFA n'aurait pu redevenir l'Allemagne et financer l'intégration des Länder de l'Est.» [Clerc, 1997]. Cela est d'autant plus vrai encore pour de petits pays en développement comme l'Algérie mono-exportatrice d'hydrocarbures à raison de 96% (le même pourcentage est officiellement donné en 1995 et en 2005 : rien n'a changé en dix ans).

A ce titre, de nombreux économistes ont été d'accord pour reconnaître les bienfaits de la libéralisation des échanges internationaux. D'après Simon Evenett de la BM [Evenett, 1999], la libéralisation aurait eu des effets considérables sur les performances des entreprises, même dans les PVD (plus de discipline dans les EPE, augmentation de la productivité, meilleure préparation à la concurrence étrangère)

Finalement, dans la mondialisation, pourrait-on dire, il y a du bon. Doit-on pour autant croire qu'il n'y a que cela ?

12-Les effets asymétriques

Dans les années soixante, « On disait autrefois que, lorsque les États-Unis attrapaient la grippe, le monde entier toussait » [Clerc, 1997]. C'est l'Europe surtout qui le disait, tout en glorifiant les États-Unis d'Amérique qui, grâce au fameux "Plan Marshall", lui avait permis de se remettre à neuf et de faire démarrer son processus de croissance économique (les Trente Glorieuses).

Jusqu'en 1971, date à laquelle les États-Unis avaient décidé de lâcher le système des taux fixes adopté en 1944 à Bretton Woods, l'Europe vivait dans l'insouciance quasi-totale et sa population se prélassait dans l'euphorie d'un standing de vie inhabituel, à tel point que, même lorsqu'il y avait un ralentissement économique américain, celui-ci était aussitôt compensé et soutenu par elle.

Avec le temps, les pulsations d'activité se sont largement internationalisées, nous dit Clerc, et les rythmes de croissance se sont fortement rapprochés. [Clerc, 1997]. D'après le guide FORBES, nous notons que, parmi les 400 meilleures entreprises du monde en 2003, il y avait, en tête de classement, 156 entreprises américaines, suivies de 34 entreprises françaises, de 25 entreprises nippones et d'autant d'allemandes.[TV5, 2003]

Un tel rapprochement serait-il synonyme d'harmonisation et de cohésion interplanétaire ?

121-Rapprochement et divergence des politiques économiques des différents États

De l'avis de tous les experts internationaux, il y a eu, depuis 1947, huit cycles (*rounds*) de négociations au GATT, le dernier étant le cycle de l'Uruguay – 1986-1993. selon eux, les nombreuses négociations de l'ancien accord général sur le commerce et les tarifs (GATT) et, surtout, les accords commerciaux issus du dernier Round d'Uruguay auraient jeté les bases d'une réelle libéralisation. Ainsi, en matière agricole, point d'achoppement entre l'Europe et les Etats-Unis, bien que les négociations aient souvent patiné, leurs pays respectifs ont finalement accepté de transformer les "barrières non tarifaires" agricoles en "droits de douane" et de plafonner ces droits. Conclu à la fin de l'année 1993, l'Uruguay Round fut donc marqué par une nouvelle réduction, d'un tiers environ, des tarifs douaniers sur les articles manufacturés et s'en est pris à des obstacles commerciaux que les séries antérieures de négociations avaient ignorés [Auteur, mai 2003].

Par conséquent, on peut affirmer que l'avènement de l'organisation mondiale du commerce (OMC), héritière du GATT, est synonyme de rapprochement des politiques économiques nationales. A travers cet organisme mondial, il s'agissait d'optimiser les "opportunités de développement" offertes par l'essor du commerce international et ce, au bénéfice de tous les pays qui accepteraient, évidemment, de se soumettre à ses règles et de se conformer aux normes internationales. Mais, c'est là que se situe le "nœud gordien", tout particulièrement lorsque certains Etats refusent de respecter ces normes. A cet égard, qui de nous ne se souvient de l'affaire des bananes de la fin 1998 et celle de l'Acier de mars 2002 ? Dans les deux exemples, l'on avait constaté que des écarts aux règles du marché libre pouvaient avoir lieu et les partenaires de la veille pouvaient devenir adversaires.

Et, force nous est de l'admettre, seuls des ensembles économiquement influents dans le monde peuvent se permettre de tels écarts. Ceux-ci se permettent même d'exalter les bienfaits paradisiaques d'un système multilatéral de liberté du commerce tout en appliquant personnellement de façon arrogante un "interventionnisme étatique" qui se traduit par des subventions astronomiques.

Ainsi, l'OMC a établi, dans l'Accord sur l'agriculture, une hiérarchie des soutiens agricoles en fonction de leur degré supposé (selon la théorie dominante) de « distorsion des échanges ». Pour ne pas choquer les partenaires, on va même jusqu'à élaborer un lexique approprié. On utilise par exemple le terme de "*Restitutions*", nom donné dans l'Union européenne aux subventions à l'exportation, et celui de "*Paiement unique par exploitation*", nom donné par l'Union européenne, depuis la réforme de la PAC du 26 juin 2003, aux subventions totalement découplées. [Le Monde diplomatique, 2003]

Il est vrai qu'aujourd'hui les États riches sont nombreux à protéger les paysans qui s'intéressent à la culture des aliments de base de la diète nationale (comme le riz, pour les Japonais) et qui s'intéressent à les produire tout en respectant la nature (agriculture dite "BIO"). Aussi, ces États offrent à ces agriculteurs des "*subsidés*" (encore un autre concept utilisé).

En fin de compte, il y a peut-être une tentative de rapprochement entre les pays par le biais de la mondialisation. Il y a même, dirions-nous, une sorte de "*trend de convergence*" officiel. Mais, en réalité, dans le souci égoïste de chaque pays de se préserver contre des risques d'entropie inévitables, l'idée sous-jacente est surtout celle de mouler "l'autre" (the stranger, au sens anglo-saxon donné au commerce extérieur) dans un modèle qui ne favoriserait, en fin de compte, que soi-même. Ainsi, sous le poids des différends diplomatiques qui émaillent les relations économiques internationales, le front européen commercial, qui a été érigé pour se préserver contre l'envahissement par d'"autres", pourrait même se fissurer (Ces Ostrogoths!!!).

Et «c'est ce que les Etats-Unis cherchent, en vain, à faire», nous dit, sans doute pour se rassurer, un directeur de l'OCDE, club des 30 pays les plus riches. Pire, le danger, selon un cadre de l'OMC, est ailleurs : il serait dans les risques de poussée unilatéraliste américaine. » [Losson, 2003]

Devant une telle situation de conflit, nous sommes amenés à faire le parallèle avec les propos de Gandhi qui, au moment de son incarcération en 1942, avait dit ceci : « *Il ne saurait exister d'égalité et de liberté entre deux partenaires inégaux.* » [Le Monde diplomatique, 2001]

Dans ce cas, doit-on, dans nos analyses du sous-développement, nous résoudre à n'évoquer que l'incapacité des PVD à réagir efficacement en vue d'une meilleure adaptation à la mondialisation ? Ou bien, doit-on en faire retomber la faute sur les seuls Etats eux-mêmes de plus en plus désarmés ? Comment peut-on interpréter théoriquement cette situation ?

122-L'absence d'autonomie des Etats ?

La **mondialisation** a eu dans différents pays des conséquences profondes, dont la principale est, finalement, *la divergence qui n'a cessé de s'accroître entre les frontières politiques et les frontières économiques*. Souvent, les "Etats-Nations" (au sens classique du terme) pour lesquels les gouvernements font la politique économique ne correspondent pratiquement plus aux régions où les forces du marché mondial opèrent. Les externalités et répercussions internationales qui en résultent réduisent la portée et l'efficacité de la politique économique des pays ainsi que l'autonomie et les pouvoirs de leur gouvernement dans le domaine économique. [Guitiàn, 1999].

C'est un fait établi que la mondialisation a réduit la liberté d'action des Etats et l'efficacité des moyens classiques d'intervention.

Cherchant à corriger les déséquilibres conjoncturels et structurels qui peuvent exister dans une économie, les *politiques conjoncturelles* mises en pratique par les différents Etats visent généralement les infléchissements des cycles économiques notamment en matière de croissance, d'emploi et d'inflation tandis que les *politiques structurelles* visent plutôt à réorganiser l'économie nationale tout "en profondeur" et, surtout, à augmenter son potentiel de croissance. Mais que constatons-nous aujourd'hui ? Les politiques conjoncturelles (budgétaires et monétaires) doivent davantage tenir compte des réactions des marchés internationaux des capitaux. L'on comprend pourquoi les économistes cherchent sans relâche les moyens de prévenir ou de réduire les risques de *crise financière*. Car, dit-on, "plus les marchés financiers internationaux deviennent intégrés et efficaces, plus il est difficile pour les pays de taxer des « capitaux mobiles » ou des personnes hautement qualifiées à des taux plus élevés que ceux qui sont pratiqués ailleurs. Des taux d'imposition élevés dans un pays ne font qu'inciter les contribuables à transférer leurs capitaux dans des juridictions où la fiscalité est légère ou à s'établir à l'étranger". [Tanzi, 2001]

Désormais, il est incontestablement reconnu que le système commercial actuel a "théoriquement" favorisé la libre circulation des marchandises, des services et du capital, mais il l'a fait seulement comme étant une fin en soi. Cela signifie qu'en parallèle, les marchés mondiaux n'ont pratiquement laissé aucune chance à certains Etats et particulièrement ceux des PVD pour s'assurer une participation efficiente à un commerce international qui aurait pu favoriser leur arrimage au processus du développement.

De plus, dépourvus de leurs pouvoirs d'action sur des phénomènes économiques qui, dorénavant, les dépassent, les Etats qui tentent de réagir se retrouvent généralement impliqués dans des imbroglios politiques et diplomatiques quelquefois entachés de suspicion. Et, là, on rejoint aussitôt la réflexion faite par Lambert, à savoir que "la compétition mondiale s'organise autour de trois dimensions conflictuelles : la préservation des droits acquis, la tricherie et le mérite. La dernière de ces dimensions est celle que l'on reconnaît le plus difficilement à ses concurrents". [Lambert, 1993]

Enfin, les FMN ont fini par gagner la partie : avec elles, tout ou presque a été « *marchandisé* ». Certes, l'on nous rassure quelque part en disant que, dans certains pays, il reste encore "quelques législations réservant aux travailleurs et aux entreprises nationales un éventail d'activités qui comprennent, selon chaque pays, les transports, la navigation fluviale, les services financiers, les assurances, l'enseignement, la santé, l'aide judiciaire, l'assainissement, la production d'énergie et tant d'autres. Mais, si de telles "barrières" se maintiennent, si rien de tout cela ne peut pas être transformé en marchandise, pensent les mega-multinationales du secteur, comment faire pour élargir les affaires et vaincre leurs crises?" [Site Porto Alegre, 2001]

Si la sonnette d'alarme est tirée par tous ceux qui avaient notamment manifesté à Seattle, à Johannesburg, à Gênes, etc., sauf à Doha " *car le Qatar avait strictement limité le nombre de visiteurs*" [IHT, 2001], le rapport de forces reste finalement en faveur de « *l'homme aux écus* » (pour reprendre les termes de Marx).

Avec un FMI qui a remplacé "l'Etat gendarme", les Etats sont surveillés, contrôlés, examinés et classés ; ainsi, est taxé aujourd'hui de bon élève l'état qui applique ses "conditionnalités", mais, le lendemain, en cas d'échec ou de refus, c'est la sanction inverse qu'il risque. Or, il faut se rendre à l'évidence que, de nos jours, un marché, et à fortiori le marché financier ou marché des capitaux, n'est jamais totalement harmonieux ni uniforme, surtout s'il est d'envergure internationale. L'Etat keynésien et l'Etat démiurge voient désormais leurs

marges de manœuvre réduites et même complètement annihilées face à des entreprises en réseau qui, en se dotant d'un mode d'intégration technico-organisationnelle renforcé, ont réussi à s'assurer une meilleure défense. Et, la première leçon à tirer est qu'il ne faut pas confondre les intérêts des sociétés des pays du Sud avec les positions de leurs *gouvernements qui, pieds et mains liés par le FMI, ne sont souvent que les simples porte-parole des oligarchies, des exportateurs locaux et des multinationales étrangères installées sur leur territoire*. [Le Monde diplomatique, 2001]

D'autres leçons seraient-elles susceptibles d'être tirées ?

2^{ème} Partie – Déterminants de la Mondialisation

Avec les bulles financières qu'aura connues l'économie mondiale ces dernières décennies, l'on pourrait paraphraser Lavoisier et écrire qu'en économie, plus « *rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme !* ». Il n'y a plus que trois états dans la matière : le solide, le liquide et le gazeux. Désormais, il faudra en ajouter un quatrième : le virtuel. L'essor des marchés monétaires et financiers y est pour quelque chose.

Cet essor des marchés financiers, qui est devenu une réalité de tous les jours, va de pair avec leur globalisation et leur internationalisation qui sont notamment encouragées par le développement des communications. Le progrès technique rétrécit les distances et raccourcit le temps. Le nombre de scientifiques actuellement en vie est, dit-on, supérieur à tous ceux qui se sont succédés sur la Terre depuis que la science s'est dégagée de la pensée *magique*. Et ces scientifiques disposent d'instruments de recherche, expérimentation et communication infiniment plus multiplicateurs que ceux de leurs prédécesseurs. [Garcia, 2001]

Il faut se souvenir qu'au début du 20^{ème} siècle, l'activité internationale signifiait souvent de longues semaines de voyage, des délais prolongés pour obtenir les informations demandées aux filiales et une autonomie quasi totale des directeurs des sociétés à l'étranger. L'avion, le satellite de télécommunications, le transport express, la télécopie, les réseaux mondiaux d'ordinateurs connectés, les réseaux numériques à intégration de services (RNIS) changent la nature des problèmes de l'international considérablement. Chacun sait maintenant qu'une entreprise réalise, en fait, deux productions : les *produits et services* rendus à ses clients et des *informations*. Cette deuxième production s'internationalise également à pas de géants. Quand on sait que 80% des communications sont internes aux entreprises et 20% seulement externes, on imagine facilement l'augmentation du volume de communications internationales qui résulte du rachat d'une entreprise locale par voie multinationale. [Brilman, 1991]. Et, voilà également tout l'intérêt d'attirer chez soi des I.D.E.

De plus, de nos jours, l'argent s'est virtualisé et tous les transferts entre les acteurs du marché financier (les vendeurs, les acheteurs, les banquiers) se font désormais par un système électronique fondé sur la confiance mutuelle des acteurs (la "fax money"). On dira que l'argent est dématérialisé. [Robert & Coll., 2001]

Enfin, l'économie dans laquelle nous vivons aujourd'hui n'est plus une *économie d'endettement* (où prédominait le financement par crédits bancaires) mais une *économie de marchés financiers* (donc, caractérisée par l'appel direct des entreprises à l'épargne par émission d'actions ou d'obligations). Avec l'avènement des ordinateurs et des télécommunications de haute qualité, la capacité de traitement informatique ultrarapide de l'offre et de la demande a aboli le temps et la distance pour bien des transactions, et donc la nécessité pour les participants de traiter en personne. [Leebaert, 1998]. Du coup, déjà dans les années 1990-1992, "le volume quotidien des montants traités sur le marché des changes avoisinait les 640 milliards \$ alors que le commerce international ne générait que 2000\$ par an" [Debeauvais, Sinnah, 1992].

Au sens strict, un marché financier est aussi le marché boursier sur lequel s'échangent les actions et les obligations. Mais, plus généralement, on considère l'ensemble des marchés où s'échangent des capitaux. Ils correspondent aux marchés que l'on trouve à la Bourse de Paris, celle de Wall-Street, ou celle encore de Tokyo. Ils se définissent par leur cotation ou par les produits qu'on y échange. Le problème de tous ceux qui possèdent des richesses est toujours de les placer, de les transformer en titres : en Sicav (sociétés d'investissement à capital variable), en Sicaf (sociétés d'investissement à capital fixe), en actions, en obligations. Ces titres sont eux aussi dématérialisés [Robert & Coll., 2001]

Tout ceci et cette imbrication entre l'information et la finance favorisent en fin de compte l'internationalisation des décisions économiques et les compliquent en même temps qu'ils mettent en relief la contrainte extérieure et le choc exogène.

Evidemment, on dit que les Etats-Unis sont devenus, loin devant les PED, le pays le plus endetté du monde. Cependant, les Etats-Unis sont non seulement parmi les plus importants créanciers du monde, mais l'on ne doit pas non plus oublier que leur dette extérieure est contractée dans leur propre monnaie, le dollar. Il n'est donc pas étonnant que les États-Unis puissent décider quasi souverainement de leur politique économique: "la contrainte extérieure s'y fait moins sentir qu'ailleurs"... et les Etats-Unis sont pratiquement partout chez eux... Comme l'on s'y attendait, c'est donc le modèle qui l'emporte sur la théorie, n'est-ce pas ?

Ce constat nous amène tout spontanément à éluder au moins deux problèmes essentiels :

1-Primo, la question de savoir qui des facteurs économiques et des autres facteurs extra-économiques ont (ou ont eu jusque-là) un impact réel sur le fonctionnement des marchés financiers sur le plan mondial

2-Secundo, nous demander enfin si les pays du tiers-monde, à l'instar de l'Algérie, ont, d'abord, vraiment des possibilités réelles de transiter à l'économie de marché et, ensuite, les capacités d'intégration à l'économie-monde.

21-L'impact des indicateurs économiques

Dans l'espace économique, plus personne ne l'ignore, la politique a son mot à dire. Mais, pour s'imposer, la science économique fournit-elle pour sa part les outils nécessaires à une évaluation précise ? Voilà une question lancinante à laquelle très peu de réponses satisfaisantes sont avancées et de la réponse de laquelle émergerait une meilleure sérénité économique globale.

21-La sérénité des marchés financiers

Grâce aux transmissions des flux dues à la mondialisation, il semble que le contenu scientifique et technologique de la plupart des moyens utilisés pour s'assurer un avantage concurrentiel et comparatif ait augmenté dans de nombreux pays, ce qui n'empêche pas, dit-on, des *subterfuges*, des *vols de propriété intellectuelle* et la *corruption* de jouer un certain rôle dans divers pays. [Internet, 2001]

La sérénité aurait quasiment disparu de la plupart des transactions économiques. Les « Révélations » d'Ernest Backes à Robert Denis en 2001 l'attestent largement : en effet, avec le système du clearing généralisé, certaines banques internationales procéderaient au transfert d'argent sale des groupes maffieux vers des « paradis fiscaux » en vue de son blanchiment (La principauté de Monaco, le Liechtenstein ou Hongkong, le Luxembourg ou les Antilles néerlandaises, etc.). Y sont également impliqués des dirigeants et personnalités politiques et, comme aucun de nous ne l'aurait imaginé, même ceux de l'Etat le plus saint, c'est-à-dire le Vatican. Rappelons la fameuse affaire Sindona, dénoncée en 1983 par David Yallop et en 1986 par Tosches Nick et rappelée par le juge anti maffieux, Imposimato Ferdinando en l'an 2000. [Robert & Coll., 2001]

La sérénité des marchés financiers en prend un sérieux coup d'autant plus que la libération des échanges financiers et la nouvelle ingénierie juridique (titrisation des actifs, produits dérivés) ont créé une masse de monnaie plusieurs fois supérieure aux besoins de " l'économie réelle " et qui tourne autour du globe à la recherche de taux d'intérêt sans risques. [Garcia, 2001]

Or, les risques existent et, avec eux, les mauvais résultats et les cataclysmes. A contrario, les spécialistes de la finance internationale craignent justement que les crises et scandales récents ne déclenchent un mouvement de fuite vers la qualité "c'est-à-dire vers les placements sans risques comme les bons du Trésor et le monétaire". Craignent-ils, en quelque sorte, un retour à la case de départ de l'économie d'antan comme si l'évolution de la pensée économique elle-même aurait patiné dans l'incapacité d'innover ? Serait-ce le prélude à l'appauvrissement de l'être et de la pensée à la fois et le génie des hommes se serait-il mis au seul service de l'enrichissement matérialiste et de la recherche du gain ?

21-La faiblesse des marges

Ce qui semble dérouter les "esprits forts" de la planète, c'est de constater que même des pays occidentaux seraient, d'après Daniel Cohen [Cohen, 1998], en train de s'appauvrir, à

cette différence près avec le tiers-monde que cet appauvrissement ne tient pas à des échanges avec les pays pauvres, puisque ce type d'échanges ne représente que 3% du Produit annuel des pays les plus riches. Plus personne parmi les citoyens riches ne se sent à l'aise, ni à l'abri. Comme une épée de Damoclès, l'inquiétude plane au-dessus de toutes les têtes.

D'après un sondage exclusif de "CSA / L'Expansion" réalisé en France, par téléphone, le 21 juillet 2004, à la question " Avez-vous le sentiment que, depuis ces dernières années, votre pouvoir d'achat a beaucoup augmenté, un peu augmenté, un peu diminué ou beaucoup diminué", 63% des citoyens français estiment qu'il a diminué et 67% en attribuent la cause au passage de la monnaie à l'euro alors que, paradoxalement, à la même date, la valeur de l'euro dépassait les 1,30 dollar US. [Site CSA, 2004].

Malgré un train de vie en progression, comme en Allemagne, en France ou au Royaume Uni, le chômage continue de sévir en Europe (aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest). En fait, le chômage qui sévit dans les pays riches s'expliquerait plutôt par la baisse profonde, et sans doute irréversible, de la demande de main-d'œuvre non spécialisée. Pour acquérir le niveau d'éducation, de formation et de qualification qu'exige la "révolution informatique", que Daniel Cohen appelle "la troisième révolution industrielle", les travailleurs suivent de plus en plus des programmes de recyclage. [Cohen, 1998]

Or, la mondialisation est l'un des éléments importants de cette révolution informatique qui récompense ceux qui bénéficient d'une éducation et d'une formation très solides et marginalise ceux qui ne peuvent s'adapter faute d'avoir les compétences voulues. A ce titre, il est urgent de préciser que, tandis que les PVD se lancent dans la privatisation aveugle de l'enseignement supérieur spécialisé (où en fin de compte seuls les nantis et les privilégiés auront accès), les PDI planchent sur de nouvelles pistes de réflexion destinées à solidifier leurs économies. Ainsi, une voie prioritaire vers une innovation compétitive consiste à valoriser les "écosystèmes" dans lesquels existent des activités économiques majeures, pour les transformer en pôles d'excellence puissants et spécialisés. En ce qui concerne les ressources humaines, trois problèmes importants sont déjà à régler : développer les échanges entre acteurs publics et acteurs privés ; surmonter le handicap du financement privé de la recherche; assouplir le rôle d'acheteur de l'Etat, trop rigide pour donner aux solutions innovantes toute leur place dans les marchés publics. [La Tribune.fr, 04/2004]

Malgré ces efforts, les PDI redoutent encore et toujours la faiblesse des marges qui résulte de la concurrence mondialiste. C'est le cas, par exemple, en Amérique. Selon Bhagwati, « Les Etats-Unis étaient, avec l'Accord de Libre-échange Nord-Américain (ALENA), pétrifiés à l'idée d'être submergés par la concurrence des exportations mexicaines à forte intensité de main-d'œuvre. » [Bhagwati, 2004]. Dans les R.E.I (relations économiques internationales), l'esprit tout à la fois mercantiliste, classique et néoclassique continue de planer au-dessus des Etats riches : le partenaire commercial reste malgré tout un *étranger*, et quelque'un d'*étrange* surtout.

La pression sur les marges est aggravée avec la mondialisation. Multinationales ou non, les entreprises n'ont plus la même latitude de mouvement et de manipulation des années 50-70, c'est-à-dire à l'époque de ce qui fut appelé "l'impérialisme" et où tout était si simple avec les "indigènes" des "Empires coloniaux".

Conscientes de la gravité des crises des années 1990 et effrayées par les perspectives de guerre concurrentielle, les multinationales et autres G.U.I ont, dans ce cas, commencé à lorgner en direction du secteur public. S'approprier ce secteur, assurant parfois jusqu'au cinquième du produit intérieur brut d'un pays, était leur seule chance d'expansion (ou de maintien). Une véritable guerre de conquête a suivi, mûrement réfléchi et minutieusement préparée par les dirigeants de multinationales soutenues activement par les grandes institutions internationales. Page après page, dans son ouvrage intitulé « *Privé de public* » (EPO, Bruxelles, 1995), Gérard de Selys nous dévoile comment leur stratégie a été mise au point. Partout en Europe, écrit-il, "des gouvernements sont en train de privatiser, c'est-à-dire de vendre les services et entreprises publics. A la clé, il y a évidemment des pertes d'emploi et une réduction aussi bien de la quantité que de la qualité des services offerts au public". [Site Internet Yahoo, 2003]

Très récemment, en septembre 2005, l'Etat français dut faire face à une grave crise provoquée par l'annonce de la reprise de la compagnie maritime nationale SNCM par le holding financier Butler : les marins français ont alors manifesté violemment à Marseille, Toulon et Bastia ; ils ont même pris en otage un ferry boat avec ses passagers à bord (le Pascal Paoli) et il

aura fallu l'intervention armée du gouvernement. Des partis politiques prirent alors le relais pour réclamer la libération des manifestants et grévistes de la SNCM. Progressivement, d'économique la question posée est devenue politique.

De telles remarques concernant des PDI sont à fortiori plus valables pour les PED qui en sont pourtant encore au stade du souci de la faim, de la sous-alimentation et de la malnutrition ainsi qu'au stade du sida, des épidémies et de la santé publique en général.

22-L'impact des phénomènes extra-économiques

"L'adage qui veut que l'économie guide en dernier ressort les décisions des électeurs n'est vrai qu'en temps de paix", remarque David Kuznets, chercheur à l'Economic Policy Institute à Washington, et ancien rédacteur des discours de Bill Clinton. [Tribune, 10/2004]. Il n'a sans doute pas tort de l'affirmer.

Dans un contexte d'incertitude et d'entropie, les Etats doivent tenir compte de l'inquiétude. Ainsi, par exemple, celle qui fut liée à la récente élection présidentielle américaine (Bush contre Kerry) n'a apporté ni la sérénité ni la visibilité qui manquent si cruellement aux places financières. Et, cela se comprend, car les perspectives de création de richesse restent le ressort le plus important des marchés financiers, dont la fonction est précisément d'anticiper la croissance espérée en fonction des enjeux politiques. Les thèses de Keynes portant sur les anticipations des investisseurs, fondées sur les humeurs quotidiennes, nous donnent l'impression de renaître de leurs cendres et renaître surtout des centres d'un certain "World Trade Center"...au moment même où elles sont battues en brèche par les néolibéraux. Mais pourquoi donc ?

221-L'impact des ressources naturelles dans le monde et Enjeux politiques

La mondialisation, dit-on, favorise l'*industrialisation rapide* de certains pays en développement, par exemple ceux de la région Asie-Pacifique et de l'Amérique du Sud, et l'adoption, par les anciens régimes communistes, des principes du marché libre. Mais la mondialisation reçoit également une impulsion de ces divers facteurs (une forte croissance démographique des PVD, une *augmentation rapide des revenus* et de la demande des consommateurs, et une migration accrue.). Dans un tel contexte, la demande mondiale d'énergie et de matériaux de base ne cesse d'augmenter. [Internet, 2001]

Parmi les ressources justement qu'ils considèrent vitales pour leurs intérêts, les Etats-Unis ont toujours mis le contrôle du pétrole au premier plan. Dans le cadre de leur pensée géopolitique, le contrôle des "ressources vitales" et le renforcement des Etats-Unis en tant que seule puissance mondiale (global power) vont de pair. [Serfati, 2000]

Aujourd'hui plus qu'avant, il faut admettre que "la confiance du marché et le niveau des investissements se trouvent très affectés par les *incertitudes* sur les réserves pétrolières, mesure essentielle de la valeur des actifs d'une entreprise", indique le World Energy Outlook. L'énergie est vitale pour tout le monde. Personne ne nous contredira aux Etats-Unis d'Amérique après les événements constatés (entre août et septembre 2005) lors et après le violent et meurtrier passage des cyclones Katerina, Rita et Ophélie...

De plus, n'oublions pas que le scandale des réserves du groupe anglo-néerlandais Shell avait fait prendre conscience de l'importance des enjeux politiques et économiques liés à cet actif. Ainsi, Shell aurait récemment surestimé le montant de ses réserves pour renforcer la position du Nigeria dans ses négociations avec l'Opep. Confronté à une grave crise économique, le Nigeria souhaitait accroître sa production. Or, comme nous le savons, l'Opep calcule le quota de chaque pays membre en fonction de ses réserves prouvées. [Tribune, 10/2004]

Voilà donc que, dans le cadre de la gestion des ressources naturelles non renouvelables, s'effondrent toutes les théories micro-économiques de l'entreprise, que nous avons apprises à l'université auprès de professeurs vénérés, et voilà encore que nous nous retrouvons surtout face au concept de "*tricherie*" dont nous avons fait mention plus haut.

222-La réaction et la raison d'être des institutions de régulation

Après la longue période, où la Bourse, discréditée en 1929, ne jouait plus aucun rôle, nous dit Daniel Cohen, nous sommes revenus depuis une vingtaine d'années à un capitalisme financier où la Bourse devient la seule boussole. Toute décision, toute opération sera jugée bonne ou mauvaise selon qu'elle fait ou non monter les cours, et c'est tout. [Cohen, 2002]

Aussi, en révélant sans préavis en octobre 2001 ses "erreurs" comptables, le courtier en énergie Enron, acculé à la faillite en décembre 2001, a confirmé que l'envolée des cours de certains fleurons de la Corporate America – tels que Enron, Worldcom, Tyco – avaient relevé de l'artifice, c'est-à-dire avaient relevé de l'usage et de l'abus de faux. Petits et grands investisseurs apprenaient que ces derniers avaient outrageusement falsifié leurs bénéfices. Dans tous les pays du monde libre et démocratique, il s'agit désormais de protéger l'épargnant quitte à provoquer des secousses en divulguant les pratiques litigieuses des assureurs et de leurs courtiers.

Evidemment, l'Etat US, chantre du libéralisme et de la démocratie, a été interpellé pour venir au secours de ses épargnants et investisseurs. Et, en imposant aux dirigeants de société de certifier l'authenticité des comptes, la loi américaine sur la sécurité financière, dite *loi Sarbanes-Oxley* de juillet 2002, les a rendus juridiquement responsables d'agir dans le meilleur intérêt des investisseurs. "C'est le prix de la confiance", rétorque un spécialiste de la gouvernance. [Tribune, 10/2004]

Et, voici donc le pays le plus libéral de la planète décidant paradoxalement d'user de directives pour "huiler" les mécanismes de coordination des activités d'une économie de marché ! Comme quoi il ne faut pas dire : *Fontaine, jamais je ne boirai de ton eau !*

Et, depuis cette loi américaine Sarbanes-Oxley sur la sécurité financière, mise en place après l'affaire Enron et la série de scandales financiers qui ont suivi, les dirigeants des compagnies pétrolières américaines, qui mettent désormais en jeu leur responsabilité pénale dans la certification des comptes, ont eux aussi accru leurs exigences d'exactitude et de fiabilité des niveaux de réserves calculés par les ingénieurs. [Tribune, 10/2004]

Par ailleurs, l'agence de notation financière Standard and Poor's a décidé de placer les entreprises sous surveillance négative dès qu'il est prouvé une surévaluation fictive de leurs réserves.

En conclusion, il apparaît donc, d'une part, que la création de richesses est nulle ou négative si les produits ne sont pas achetés (sauf sur incitation fiscale ou énorme budget publicitaire) et que, d'autre part, elle est également mal perçue si les employés, fournisseurs, créanciers de l'entreprise ("stakeholders") n'y trouvent pas leur compte. [Garcia, 2001]

L'entreprise n'est plus seulement l'institution économique qui "*produit pour vendre et vend pour faire des profits*" mais il faut ajouter que désormais le partage des fruits de l'effort de tous s'impose, ce qui implique d'agrandir le gâteau à partager. Cependant, si la théorie économique de la répartition s'est avérée jusqu'ici incapable d'une plus juste distribution, la mondialisation devait-elle la faciliter et à quelles conditions ?

Récemment, le 16 novembre 2004 aux informations de France 2, l'on apprend que les salaires mensuels des chefs d'entreprise français font six à dix fois les salaires des ministres, avec évidemment des différences entre les entreprises: ainsi, le PDG d'Alstom fait 96.000 euros par mois contre 56.000 pour celui de France Télécom, 15.000 pour le 1^{er} Ministre et 12.800 pour le ministre. Une véritable guerre des chefs se déroulerait au sommet !

Mais, ceci n'est pas bien grave au regard de ce que l'on a appelé la "*violence des pauvres*" au vu du nombre extraordinaire d'exclus sociaux et de SDF que l'on trouve au sein même de ces pays riches. Mais, est-ce là l'unique résultat de la mondialisation ?

3^{ème} Partie- Résultats de la Mondialisation

Dans le cadre de l'évolution capitaliste, les entreprises ont tenté, pour se rattraper sur les marchés financiers, de faire la percée des marchés internationaux en misant sur l'**innovation**. Ainsi, par exemple, les constructeurs automobiles misent-ils aujourd'hui beaucoup sur le rajeunissement de leurs gammes.

La théorie de Schumpeter est sans aucun doute toujours valable. Toutefois, aujourd'hui, il n'y a pas que l'innovation qui soit utilisée. La tendance actuelle est également au **regroupement**. Les acquisitions d'entreprises sont apparues comme un moyen rapide d'internationalisation. Des alliances spécifiques ou à buts multiples sont alors tissées entre les entreprises multinationales, notamment dans la recherche et développement (R&D) mais aussi dans les systèmes de distribution ou de production.

Evidemment, pour "*gagner la compétition mondiale*", toutes ces actions exigent un certain profil des managers, comme l'a expliqué dans son ouvrage Brillman [Brillman, 1991]. L'entrepreneur n'est plus seulement cet entrepreneur schumpétérien *qui ose* ; il est aussi celui *qui*

sait et qui, surtout, sait à quel moment il doit oser et celui où il doit arrêter toute alliance avec d'autres entreprises. Progressivement, les regroupements sont devenus alors corollaires d'un rapprochement d'intérêts au niveau régional.

Comme le souligne Denis Clerc [Clerc, 1997], " il semble que l'on se dirige vers une "régionalisation", par la constitution de vastes ensembles pesant chacun d'un poids suffisant pour décider d'une politique économique qui leur est propre."

31-Les principaux groupements d'ensembles économiques régionaux et internationaux (GEERI) à travers le monde

À ce jour, dit-on, près de 80 accords régionaux ont été notifiés aux institutions internationales (ex-GATT, OMC). Ces associations, qui mettent en œuvre des systèmes de préférences comportant des degrés variables de réciprocité procèdent de décisions gouvernementales qui répondent, généralement, à la nouvelle structure antagonique des relations internationales. Le fait régional prend de l'importance par suite de la désintégration du système mondial dans des conditions de disparités croissantes.

Dans leur ouvrage sur les nations face à la mondialisation, un groupe d'auteurs a tenté d'analyser le comportement des nations face aux transformations de l'économie mondiale depuis trente ans. D'après les recherches de ces auteurs, les nations devant affronter le processus de mondialisation impulsé par les entreprises et sans précédent historique, elles doivent par conséquent à la fois mener des politiques macro-économiques adaptées et se spécialiser afin d'accroître l'efficacité de leurs systèmes productifs. Simultanément, elles constituent des ensembles régionaux qui expriment leurs relations de proximité et structurent l'espace économique. [Coll., 1999]

Pour l'heure, trois pôles se dessinent (Amérique du Nord, zone Pacifique sous influence japonaise, et Europe occidentale). L'ex-URSS et les pays de l'Est pourraient-ils à terme constituer un quatrième pôle? Cela est fort possible, même si les Etats-Unis de Bush font tout actuellement pour saboter la Russie de Poutine.

Quant au tiers-monde, en tant que tel il pèse si peu : l'Asie est toujours sous influence nipponne, l'Amérique du Sud sous celle des Etats-Unis et l'Afrique en déshérence sous la tutelle omnipotente de l'Europe. Aucune de ces zones n'est finalement vraiment homogène: les inégalités de développement y sont fortes, et les politiques économiques impulsées par les pays dominants de la zone risquent fort de créer des contraintes inégales pour chacun des Etats concernés. L'intégration à l'économie mondiale se fait inégalement et difficilement.

Et, comme l'écrit Cassen [le monde diplomatique, 2003], "Plus d'un gouvernement doit regretter d'avoir adopté les statuts de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) lors de sa première conférence ministérielle à Marrakech en 1994. Alors que cette nouvelle organisation était censée constituer un forum permanent pour les discussions commerciales multilatérales, rompant avec les « cycles » de négociation – à durée fixée sur le papier, mais jamais respectée – de son prédécesseur, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, elle a finalement continué à fonctionner sur la même logique"

Et Cassen de nous préconiser la lecture de l'ouvrage d'Olivier Catteano, « Comprendre le cycle de négociations multilatérales de Doha, son contexte, ses enjeux, ses perspectives », *Les Etudes du CERI*, Paris, n° 92, décembre 2002.

32-Les problèmes posés par cette régionalisation

D'une certaine manière, si elle favorise l'intégration en vastes ensembles, la régionalisation du monde freinerait donc aussi, à sa manière, la mondialisation.

En effet, le commerce international – de services et de marchandises – continue à progresser plus vite que la production, mais cette dynamique concerne davantage les échanges au sein de chaque zone que les échanges internationaux au sens large. La plupart des Etats préfèrent aujourd'hui consentir des concessions réciproques dans un cadre régional que dans un cadre mondial, car ils en maîtrisent mieux les conséquences sociales, humaines, culturelles et politiques. Le cas de la Turquie qui, malgré d'innombrables concessions de sa part surtout, n'arrive toujours pas à faire partie de l'union européenne est fort éloquent des problèmes complexes qui sont posés par cette évolution de type multipolaire. Il aura même fallu satisfaire à

un chantage de la part de l'Autriche (qui exigeait l'ouverture de négociations aussi avec la Croatie) pour permettre à la Turquie d'espérer.

Par ailleurs, en tant que pays le plus puissant, les Etats-Unis continuent d'agir à leur guise dans les relations économiques internationales, alors que leur économie concentre d'impressionnants signes de fragilité (déficits, baisse du dollar, volume du chômage, etc...). La loi du plus fort reste tout de même toujours la meilleure...

Si une forme de coopération n'est pas rapidement trouvée par les "*gens de la politique*", à force de sacrifices, de pardons et de compromis, l'équilibre et la paix dans le monde ne pourraient se réaliser qu'à partir des extrêmes, c'est-à-dire soit, par la révolte du bas ou, soit encore une fois, par la loi du plus fort. Dans les deux cas, il vaudra mieux pour les gouvernements respectifs de s'abstenir de ne parler entre eux que d'économie... et ne plus fermer les yeux sur l'extra-économique (religion, culture, race, civilisation...)

Dans la recherche d'une meilleure coordination internationale, les Etats ont donc, comme l'a précisé Clerc, plus que leur mot à dire. Un peu comme dans la stratégie des jeux, leurs décisions pèsent lourd dans la balance, car elles éliminent toute une partie des "possibles" et réduisent le choix des autres. Dans l'espace économique, la politique joue encore un rôle: le marché anonyme n'est pas tout-puissant [Clerc, 1997]. Sans doute, sert-il beaucoup, mais il ne doit pas régner en maître absolu sur les mécanismes de coordination.

33-Le paradoxe de la mondialisation

Sur la base des résultats précédents, l'on se rend à l'évidence, contrairement aux prédicateurs néo-libéraux du siècle écoulé, que la mondialisation n'a pas atteint tous les résultats escomptés. On a la nette impression qu'elle est à la fois désirée et redoutée : c'est la pièce à pile ou face. D'un côté, nous la subissons passivement; de l'autre, nous la réclamons avec impatience.

En Algérie, l'ouverture sur l'extérieur est devenue claire ces toutes dernières années. Cependant, il s'agit d'une ouverture décidée, programmée et orientée de l'extérieur. Son processus n'a pas démarré à partir de gains de productivité intérieurs d'abord. Il est malheureux de constater que, dans notre campagne promotionnelle destinée à attirer les I.D.E, seul le secteur énergétique constitue le catalyseur de ce partenariat économique consacré en 2001 par l'Accord d'association entre Alger et l'Union européenne.

La Sonatrach est seule en train d'attirer les compagnies internationales et la loi sur les hydrocarbures a étonné plus d'un... Parallèlement, dans le domaine financier, à peine quelques investisseurs étrangers ont osé prendre le risque-Algérie... Dans le domaine des télécommunications, également, l'ouverture, quoique récente, est plus ou moins effective... En fait, au lieu d'une *économie de marché*, nous n'avons pour l'instant qu'une *économie de marchands* [Auteur, 2004].

Comme partout dans le Tiers-monde, la mondialisation dont le phénomène s'est accéléré avec la chute du mur de Berlin en 1989 et la disparition de l'ancienne URSS en 1991, au lieu de n'apporter que des bienfaits (croissance économique durable, éradication du chômage, des misères et des maladies), s'est pratiquement mue en son contraire. Certes, la mondialisation de l'économie a ouvert de nouveaux marchés. Mais, la conquête de ces marchés serait, quant à elle, en voie de provoquer une nouvelle guerre, sans doute la "*troisième guerre mondiale*".

Les exemples de guerres commerciales ne manquent pas. Citons seulement l'année présente, au cours de laquelle l'Organisation mondiale du commerce a donné tort à l'Union européenne dans le conflit commercial qui l'oppose à des pays d'Amérique latine à propos des importations de bananes dans l'Union, selon un rapport publié lundi 1^{er} août 2005. L'OMC avait été, en effet, saisie de ce litige en mars et avril 2005 par neuf pays latino-américains (Brésil, Costa Rica, Colombie, Equateur, Honduras, Guatemala, Nicaragua, Panama, Venezuela), qui jugent le futur tarif trop élevé pour leurs producteurs. En revanche, les pays du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP), qui ne seront pas soumis à ce droit de douane, et les producteurs communautaires des Antilles françaises craignent de voir se réduire leur avantage concurrentiel si l'OMC exige une baisse du montant tarifaire [Le Monde.fr -OI, 2005]. Les intérêts des pays divergent et cela crée des antagonismes difficiles à gérer.

Ainsi, le Japon a-t-il décidé, lundi 1^{er} août, d'imposer des sanctions commerciales aux Etats-Unis, en riposte à l'amendement Byrd, une législation antidumping américaine. Cette législation, en vigueur depuis 2000, permet au gouvernement américain de redistribuer aux

industries nationales en difficulté les montants reçus au titre des taxes antidumping. C'est la première fois que le Japon, dont l'économie est basée sur les exportations, prend des mesures de rétorsion commerciale contre un pays tiers [Le Monde.fr –ACP, 2005].

Et, même si l'affaire de la vraie-fausse OPA du géant américain PepsiCo sur le groupe français Danone recèle encore beaucoup de zones d'ombre et de mystères, dit-on, elle n'en agit pas moins dès à présent comme un révélateur d'un certain unanimité des partis politiques français qui en dit long sur les hypocrisies qui marquent la politique économique française. [Le Monde.fr, 2005]

D'une part, l'on se dit pour l'économie de marché et l'ouverture sur l'extérieur; et, de l'autre, l'on ne veut pas céder les fleurons de l'économie nationale aux investisseurs étrangers.

Ainsi, écrit Mauduit, a-t-on vu une droite, réputée libérale, dénoncer une pratique qui est centrale dans la vie actuelle des marchés financiers, et en appeler, avec Dominique de Villepin, au "*patriotisme économique*". On aurait presque cru entendre une voix d'outre-tombe, celle du stalinien Georges Marchais, entonnant le mot d'ordre que la droite lui a souvent reproché : "*Produisons français !*". Ainsi, a-t-on vu une gauche largement amnésique voler au secours de Danone, le fameux groupe qui a été au centre d'une polémique sur la course à la rentabilité durant la campagne présidentielle de 2002, notamment dans l'une de ses filiales, "Lu". Hier sulfureux symbole de la mutation du capitalisme français vers un modèle très anglo-saxon, voilà le groupe devenu le point de ralliement d'un combat quasi culturel. L'hypocrisie est d'autant plus manifeste que le projet de raid sur Danone, si projet il y a, est en réalité le sous-produit d'une très longue histoire, celle des privatisations, qui est au cœur de la politique économique conduite depuis près de vingt ans par la droite aussi bien que par la gauche.

Et pourtant, la France est devenue l'un des pays parmi les plus ouverts aux investisseurs étrangers, puisque, de 10 % en 1985, la part des fonds étrangers dans le capital des groupes français du CAC 40 est passée progressivement à 44 % ou 45 % désormais, alors qu'en Grande-Bretagne le taux n'excède pas 30 %, et aux Etats-Unis 20 %.

Alors, l'on se rend compte que nous assistons à des relations ambiguës entre les Pouvoirs publics et les administrés ou les multinationales, à l'exacerbation des nationalismes, régionalismes, terrorismes et guerres civiles, à la montée des intégrismes religieux, à des risques de guerres prenant une extension internationale et à la possible récession économique mondiale.

En d'autres mots, l'ensemble des rapports sociaux ayant été "*marchésés*", tout est devenu objet de convoitises, et plus rien n'est laissé à l'humain. Or, "*Le monde n'est pas une marchandise*" et ce sentiment a fini, enfin, par être partagé par plus de mouvements et plus de gens, de toutes les races, de toutes les religions et de tous les continents.

Quant à "*Nous, les Algériens...*", nous faisons mine de refuser l'idée d'une relation sérieuse entre l'économie, la politique et la guerre tout en demeurant sous l'effet du "*Mythe du Paquebot*", l'ancienne métropole coloniale nous ayant habitué à scruter l'horizon de la Méditerranée pour voir arriver quelque bateau rempli de conteneurs, qui faisaient jadis le bonheur de nos dockers agglutinés sur le port.

Aujourd'hui, face à l'extension du chômage (perte d'emplois et faiblesse de leur création) et à la cherté du coût de la vie (diminution du pouvoir d'achat et inflation multiforme), la mondialisation est paradoxalement voulue par toutes les masses l'appelant au secours d'une économie exsangue qui, comme le malade des reins, ne survit que grâce à la dialyse de la manne pétrolière.

"*Un autre monde serait-il possible*", comme l'a souhaité Vivian Foster ?

Conclusion: les postulats à admettre

En fin de compte, doit-on se satisfaire de ce que nous constatons ?

Certes, on dit bien que « *le rire est le propre de l'homme* ». Mais, le propre de l'homme ne devrait-il pas être celui de rire de lui-même d'abord s'il devait se remettre en cause, après avoir observé les faits et les événements, longuement réfléchi, analysé, avant de prétendre suggérer autre chose ?

Même si, paradoxalement, la pensée de Smith sur les « *Sentiments Moraux* » n'a pas tout à fait disparu, car c'est toujours "*l'égoïsme*" de l'homme qui continue de régner en maître à travers la recherche des "*énergies*" indispensables à sa survie, il faut se rendre à l'évidence: la théorie économique est partout mise à mal.

Energie et *Egoïsme*, tels sont les mots-clés qu'il appartiendra sans doute aux économistes et aux sociologues d'approfondir pour aller au-delà de la doctrine classique et néoclassique. A notre sens, ces deux concepts fondent les prémisses d'une nouvelle thèse que nous avons nommée, à défaut d'autre chose, celle de l'*énergisme*. Ainsi, selon nos recherches personnelles, l'ensemble de l'activité économique ne serait en fin de compte régi que par quatre grandes lois composant cette thèse, à savoir : la loi du moindre effort – *diminution des "coûts"* –, la loi de l'optimisation de l'effort – *recherche du maximum de plaisir et du minimum de peine* –, la loi de l'intellectualisation de l'effort – *élévation de la productivité*– et, enfin, la loi de la non équivalence de l'effort – *obtenir une plus-value*. [Auteur, 2002, 2003]

C'est dans ce sens, à notre avis, que pourraient être théorisées les activités économiques et financières et cela l'est d'autant plus vrai que nous vivons actuellement en contexte de mondialisation, c'est-à-dire un monde devenu hostile à l'humanité. Désormais, dans ce monde, le développement de l'entreprise n'est plus en harmonie avec l'épanouissement du travailleur. Dans ce monde, enfin, l'évolution de la formation et de l'éducation n'est pas en harmonie avec le développement de l'économie. Dans ce monde, le travail et le mérite ne constituent plus le mode le plus légitime de la mobilité sociale et de la promotion socioprofessionnelle. Comment expliquer l'apparition de tels paradoxes après plus de vingt siècles d'histoire humaine ?

Dans son ouvrage consacré à ce phénomène, le professeur Lafay explique le fait que "la mondialisation marque une rupture majeure dans le comportement des entreprises, tant pour les décisions d'investissement que pour la formation des salaires". Selon lui, "les citoyens sont troublés devant les conséquences de ce phénomène, qui leur sont présentées comme inéluctables, et qui semblent rendre inutiles les choix électoraux. Les hommes politiques sont désorientés devant l'accumulation des déséquilibres nationaux et internationaux". [Lafay, 2002]

C'est ce type de troubles qu'il faut expliquer et surtout tenter de soigner en urgence, à travers une nouvelle vision des choses. De toute façon, comme l'a dit le professeur Salin Pascal, *la perfection n'existe pas et ce n'est certainement pas la réglementation qui permettra de l'atteindre*. [Salin, 2002] Pour ce professeur, donc, parce que le monde est constamment changeant, seul le marché, qui procède par tâtonnements, par essais et erreurs, peut être efficace.

Et, puisque, un peu partout aujourd'hui, les États, de leur côté, réaffirment haut et fort leur souci de garder quoi qu'il arrive, leur *souveraineté* en matière de diplomatie et de défense, ils se doivent d'y contribuer et de réagir également pour sauvegarder le minimum d'autonomie qui maintiendrait un certain équilibre et bien-être social. Par conséquent, l'Algérie, qui se targue d'avoir rétabli l'Etat de droit, devra, pour s'adapter à la mondialisation de l'économie, améliorer la *productivité* de son secteur public en priorité (entreprises et administrations) et stimuler sa *compétitivité* d'abord par rapport aux pays qui, comme elle, produisent des ressources naturelles, des hydrocarbures et des biens agricoles. Evidemment, il s'agit de valoriser davantage nos avantages comparatifs naturels et humains (innovation technologique) et de réduire nos coûts de production (innovation en organisation). Mais, il va falloir aussi déployer de véritables efforts internationaux visant à inclure de nouveaux pays clients dans des ententes de commerce conclues à l'échelle mondiale.

En application à ces trois principes, notre cadre stratégique macroéconomique devra être appuyé par une politique microéconomique adéquate et des instruments de politique sociale adaptés aux révolutions du savoir et de la technologie. Notre politique de développement ne doit pas aller à l'encontre de notre politique de revenus et vice versa celle-ci ne doit pas faire obstacle à l'autre. Mieux encore, il faut avoir la capacité de diriger l'évolution technologique sectorielle dans les créneaux dits porteurs des marchés mondiaux pour éviter d'être distancé. D'autres pays sont en voie d'y parvenir sans pour autant posséder autant d'atouts. Alors, pourquoi pas l'Algérie ?

Pour notre part, nous estimons que l'Algérie possède tous les atouts indispensables, mais elle ne réussira à s'arrimer au reste du monde qu'à condition d'admettre, une fois pour toutes, la validité des trois postulats suivants:

1-Le sous-développement n'est que dans nos têtes [Auteur, 1987]

L'algérien n'est pas plus sous-développé que l'europpéen ou l'américain. Bien souvent, il fait preuve d'une intelligence étonnante et particulière, notamment quand il émigre sous d'autres cieux. Quant à nos unités économiques, créatrices de notre valeur ajoutée brute (V.A.B),

leur problème n'est pas tant celui des moyens que celui des méthodes. Face à la mondialisation (que nous avons appelée "*mondiabilisation*"), elles ont besoin de faire émerger une véritable *culture d'entreprise*, mettant désormais en avant le talent, le génie et la compétence en sus du goût calculé du risque.

C'est de cette façon que la création de notre V.A.B pourra enfin s'étaler sur l'ensemble des activités économiques du pays et non plus reposer seulement sur le secteur des hydrocarbures, *cause causante* de cette fameuse maladie hollandaise provoquée par l'économie de rente. Notre pays dispose d'avantages comparatifs extraordinaires (nous l'avons dit à diverses occasions et aux multiples rencontres scientifiques auxquelles il nous a été permis d'assister) qu'offre une base de ressources naturelles considérable et diversifiée, notamment les ressources en énergie (pétrole et gaz) et les terres arables propres à la culture des céréales ; il s'agit justement de concentrer nos efforts sur les domaines où nous avons un avantage comparatif et sur leurs "points forts inhérents" dans la perspective d'un marché mondial. Et, n'est-ce pas là l'application de la théorie H.O.S?

Malgré certains points vulnérables, l'ancrage à l'économie-monde sera toujours possible si nous savons nous adapter. C'est là qu'intervient le second postulat, celui de l'enseignement.

2-L'enseignement est telle une bicyclette à deux roues, la première destinée à la formation, la seconde à l'éducation [Auteur, 1993].

Les auteurs autrichiens de l'école de Vienne disaient que la valeur ne se trouvait que "*dans*" la tête, voulant dire par là qu'elle était irréaliste. Et, pourtant, ils ne pouvaient si bien dire ; il leur suffisait toutefois d'inverser la phrase pour dire également ceci : "la valeur" est créée "*par*" la tête, voulant dire "le cerveau".

Au niveau de la gestion des entreprises, la plupart des indicateurs montrent la rentabilité des investissements en R&D. Elle est supérieure en moyenne à celle des autres investissements. Aux Etats-Unis, comme nous le précise le professeur Cohen, où l'Etat est le vrai patron de la politique industrielle, les dépenses de recherche et développement sont supérieures de 60 milliards de dollars à celles de l'Europe. Résultat : l'Amérique dépose deux fois plus de brevets que l'Europe dans le domaine de la haute technologie. [Cohen, 2002]

De nos jours, la liaison est faite entre la formation, la recherche et la compétitivité. Les entreprises se ruent sur le savoir pour assurer leur survie dans une économie monde en plein bouleversement, incertitude et entropie. Sur ce plan, l'université en qualité d'établissement d'enseignement est la mieux ciblée. [Auteur, 2004]

Toutefois, l'enseignement ne doit pas se limiter à donner des connaissances (la formation) ; il doit permettre de constituer un citoyen responsable (l'éducation). Notre faculté peut très bien former l'étudiant et en faire un excellent gestionnaire d'entreprise ; mais, il ne faut qu'il en use dans le cadre d'un capitalisme sauvage et a-social ou du bazarage des économies. La production universitaire de diplômés et de qualifications devra se faire désormais en adéquation avec le type et le volume d'emplois à créer tout en tenant compte évidemment des opportunités économiques du moment sur le plan international. On en arrive ainsi au troisième adage à respecter.

3-Travail et Savoir sont les seuls et véritables facteurs de production [Auteur, 2002].

Ce dernier principe est plutôt un axiome: il signale l'importance et la priorité qu'il faut accorder à ceux qui fournissent des efforts et ceux qui usent de leurs méninges. A chacun selon son travail, non seulement en volume, mais encore en qualité, et toute peine mérite salaire, en indices et en primes.

Il s'agit surtout de bannir le laxisme, la paresse et la fainéantise en pénalisant les absentéistes au travail et les négativistes durant le travail. Il s'agit donc de récompenser le labeur, l'effort, le talent, le génie et la compétence en pénalisant le parasitisme socioprofessionnel, la médiocrité et la nullité.

Pour y parvenir, il va falloir commencer par punir tous ceux qui se sont accaparés le patrimoine public en usant de leurs fonctions, de leurs pouvoirs, de leurs relations personnelles et familiales et de leurs réseaux extra-économiques (clientélisme, régionalisme, clanisme). Tout *enrichissement sans cause* devra être sévèrement puni comme la loi l'a toujours prévu et comme nous l'a appris le Code civil. Un tel principe juridique admis par la Constitution algérienne ne pourra pas être considéré comme contraire à la réconciliation nationale.

Par contre, sur cette base, une nouvelle grille nationale des salaires devrait être repensée et adoptée par l'assemblée nationale populaire ; cette grille devra accorder la priorité aux « gens du savoir » bien avant ceux du « pouvoir et de l'avoir » et bien avant les « gens du voyage » et ceux du « pillage ».

Evidemment, pour que cela se traduise concrètement dans les faits, l'assemblée en question doit être composée de véritables représentants élus par la population et disposant d'un minimum d'instruction. Comme l'a dit un important PDG français, Jean-Louis Beffa, patron de Saint-Gobain, " *Gardons-nous aussi de rompre les liens de l'entreprise avec le corps social, en faisant bon marché de nos particularités.*" [Beffa, 2002]

La démocratie économique passerait inéluctablement par la démocratie politique. Mais, c'est là l'objet d'un autre débat, encore plus problématique.

Références bibliographiques

1. ATI (Amis de la Terre): Organisation Mondiale du Commerce ou braderie du siècle ?- novembre 2001
2. Beffa Jean-Louis, PDG de Saint-Gobain –propos recueillis par Sabine Delanglade –L'Express du 10/10/2002 –p101
3. Bhagwati J. –La défense de la mondialisation –Bulletin du FMI –2004
4. Boumendjel Saïd – *Contribution à la clarification du concept du sous-développement* – Tribune du développement, **1987** + Journée d'étude sur l'enseignement supérieur, **1993** + Thèse d'Etat sur la relation entre le développement économique et la répartition du revenu national, **2002** + *Contribution à la réflexion critique portant sur le conflit salaire – profit et tentatives de résolution théorique à travers le management des savoirs et le développement des compétences*, Colloque international sur le « *Management des savoirs et développement des compétences* » : un nouveau défi pour l'entreprise du 3^{ème} millénaire. Samedi 14 et Dimanche 15 décembre à Tlemcen, **2002** + *Vérité des faits et crise de la science économique : thèse de l'Ergoïsme (ou Contribution à l'explication de la crise de la Science économique et de ses lois : L'économie politique orthodoxe reflète-t-elle la vérité des faits et ses lois sont-elles celles de l'énergie ou celles de l'égoïsme?)* – Revue **Tawassol**, université Badji Mokhtar d'Annaba –N°10 de mars **2003** –pp 20-71+ Le **B.E.C** (Bréviaire économique du chercheur), DPU, Annaba, mai **2003** + *Economie de marché ou de marchands ? Les ingrédients d'une réhabilitation existent-ils?* –Le Quotidien d'Oran, à partir du dimanche 21 au dimanche 28 novembre **2004** (six parties) + *Contribution à la réflexion sur l'importance et le rôle de la formation universitaire dans le développement économique – Diagnostic et remèdes éventuels selon une optique économique* – Communication au Colloque International sur « l'université et ses rapports avec la société » - Université africaine d'Adrar du 28 au 30 novembre **2004**.
5. Brilman Jean : Gagner la compétition mondiale–Les éditions d'organisation –Paris –1991
6. Calika Nur et Ali Ibrahim – Bulletin du FMI– 1994.
7. Cassen Bernard –La guerre commerciale, seul horizon du libre-échange –Le monde diplomatique de septembre 2003 –pp22-23 –site: <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/09/CASSEN/10388>
8. Clerc Denis – CD–Rom en version 3.0- l'état du monde –1981-1997
9. Coat F., Courbon J.C., Trahand J. –Le travail en groupe à l'âge des réseaux –Economica, 1998.
10. Cohen Daniel, professeur à l'école Normale supérieure, auteur de « Nos temps modernes » (édition Flammarion, 2002) –propos recueillis par Sabine Delanglade –L'Express du 10/10/2002 –p 102 + Richesse du monde, pauvreté des nations- éditions Flammarion, Paris, 1997.
11. Collectif–Freudenberg, Lafay, Herzog, Unal-Kesenci -Les nations face à la mondialisation -Economica–1999.
12. Debeauvais M., Sinnah Y. –La gestion globale du risque de change –Economica, 1992 –
13. Derek Leebaert, "The Future of the Electronic Marketplace", MIT Presse Cambridge, Massachusetts, 1998
14. Emir Sader -Université d'Etat à Rio de Janeiro– Les chiffres du désastre–Le Monde Diplomatique–Oct.2002
15. Evenett Simon J – Finances et Développement, revue du FMI, décembre 1999-

16. Flemming Larsen, Le dialogue du FMI avec les ONG- Revue Finances et Développement-mars 2001
17. France Télévision –Informations du 10-11-1998
18. Garcia André Site Internet « cultures et Mondialisation : perspectives pour le marketing » — Janvier 2001
19. Guide Forbes –TV5, émission sur l'économie de la semaine du 11 avril 2003.
20. Guitiàn Manuel–conséquences des flux financiers mondiaux sur la politique économique – Finances & Développement –FMI – mars 1999.
21. Ha Joon-chang – Du protectionnisme au libre-échangeisme, une conversion opportuniste–*Le Monde diplomatique*, juin 2003
22. Harrison Nathalie– La hausse des marchés financiers s'infléchirait en 2004 et 2005–Yahoo Finance -16-9-04
23. Imposimato Ferdinando (juge antimafia italien) : Un juge en Italie –éditions de Fallois, Paris, avril 2000.
24. International Herald Tribune, Paris, 16 novembre 2001
25. Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Paris, 1847
26. La Tribune.fr – édition du 06/04/2004 + édition du 29/10/2004 + édition électronique du 25/10/2004
27. Lafay Gérard –"Comprendre la mondialisation" –Economica – Coll. Economie poche – Octobre 2002
28. Lambert Denis Clair: Quel ajustement du commerce international ? in « Ajustement et développement »- éd. L'Harmattan-1993.
29. Le Monde Diplomatique Site Internet– Au mépris des inégalités ; Globalisation à marche forcée – site de décembre 2001 + Les mots pour le dire – site de septembre 2003 – p23.
30. Le Monde.fr –Organisations internationales du Lundi 1 août 2005 -LEMONDE.FR | 01.08.05 | 19h39 +Le monde.fr – Asie–Pacifique du Lundi 1 août 2005 – LEMONDE.FR | 01.08.05 | 14h38 • Mis à jour le 01.08.05 | 15h13.
31. Losson Christian –Un commerce mondial en état d'urgence –Site Internet Libération – vendredi 14 février 2003 : L'OMC se réunit à Tokyo autour des dossiers qui patinent.
32. Marcos, sous-commandant de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), Chiapas, Mexique –Pourquoi nous combattons – Le Monde diplomatique –Août 1997 –pages 1,4 et 5. Site [www.monde-diplomatique.fr]
33. Mauduit Laurent – Article paru dans l'édition du 02.08.05 – Danone, entre entourloupes et concert d'hypocrisies, par Laurent Mauduit – Le Monde.fr – Opinions du Lundi 1 août 2005 / Le Monde | 01.08.05 | 13h24 • Mis à jour le 01.08.05 | 13h24
34. Polak Jacques, économiste néerlandais en retraite, ancien Directeur au FMI –Bulletin du FMI –16 août 2004
35. Robert Denis et Backes Ernest – Révélation – Edition des Arènes, 2001– p18
36. Salin Pascal, professeur à l'université Paris-Dauphine –propos recueillis par Sabine Delanglade –L'Express du 10/10/2002 –p101
37. Serfati Claude – Le bras armé de la mondialisation –dans les *Temps Modernes*, janvier-février 2000, n°607-
38. Sites Internet divers : web@prs-srp.gc.ca. janvier 2001\ 04–EconGlob-f.htm + Mondialisation économique + Mondialisation et Canada + Site "Les dossiers de cyberhumanisme.org" [porto Alegre 2002] spécial : la bataille de Doha, bulletin en ligne du portail - Porto Alegre 2002 - n°16 - lundi, 19 novembre 2001 + Site Internet Yahoo ! Dossiers finance – Déréglementation. Privatisation des services publics -2003 + Site CSA –Les Français et le pouvoir d'achat – http://www.csa-fr.com/– Paris, le 24 août 2004.
39. Tagagi Shinji –Bulletin du FMI –Volume 33 –N°15 –du 16 août 2004
40. Tanzi Vito– La mondialisation et la termitière des finances publiques– Fin. & Développement–mars 2001 –
41. Tosches Nick: Transactions avec le Vatican. L'affaire Sindona –éditions Le Livre de Poche, paris, 1989 (titre de l'original américain : Power on Earth, 1986)
42. Yallop David: Au nom de Dieu (In God's Name. Murder of Pope John Paul I) – éditions Bantam, New York, 1983

43. Yahoo actualités!économie –Vendredi 5 décembre 2003+ Yahoo actualités!monde–
Mercredi 14 janvier 2004